

Discours à la communauté française de Djeddah
28 septembre 2013

Monsieur l'Ambassadeur,

Messieurs et Mesdames les conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger,

Mesdames et Messieurs,

Mes chers compatriotes,

Je suis très heureuse de me trouver parmi vous, et vous remercie de votre accueil. Au gré de mes déplacements, je rencontre de nombreux Français qui, comme vous, ont choisi de s'établir à l'étranger ; provisoirement ou plus durablement.

Vu de France, ce choix est parfois mal compris ou mal interprété. Certains veulent y voir le signe une lassitude, une défiance, voire un rejet de notre pays. Pour avoir moi-même vécu 17 ans à l'étranger, je sais qu'il n'en est rien. On part pour relever de nouveaux défis, pour acquérir des compétences – techniques, linguistiques, managériales –, ou pour approfondir ses connaissances. Les motivations du départ sont multiples ; elles n'excluent pas la possibilité du retour. Mieux : l'expatriation tend des passerelles culturelles, économiques, diplomatiques entre le pays d'origine et le pays d'installation.

Fort de cette réalité, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a décidé d'encourager et de mieux accompagner la mobilité internationale des Français. J'en ai fait ma priorité pour 2014, et je proposerai prochainement des mesures pragmatiques et cohérentes à cette fin. Certaines sont déjà engagées, telles la modernisation du réseau consulaire, la simplification administrative ou la meilleure répartition des moyens de l'enseignement français à l'étranger.

D'autres mériteront d'être précisées, en concertation avec vous et avec vos représentants siégeant à l'Assemblée nationale, au Sénat, à l'Assemblée des Français de l'étranger. Je pense notamment aux dispositions permettant de simplifier le retour en France : validation des diplômes et des acquis de l'expérience, aide à l'installation du conjoint et à la scolarisation des enfants, harmonisation des droits sociaux, etc.

Ces enjeux ont été trop négligés jusqu'à présent. Il est temps d'appréhender la mobilité autrement. Loin d'être un signe de fébrilité, elle est la marque d'une France qui exporte ses talents, ses savoirs et ses savoir-faire. Une France qui rayonne et épouse les dynamiques de la planète.

Dans un monde en mutation, chaque présence française délimite aujourd'hui les nouvelles frontières de la France.

Ce message, il m'importait de venir le porter jusqu'à vous. La raison en est simple : la communauté française de Djeddah illustre remarquablement la façon dont les Français de l'étranger servent la diplomatie d'influence et la diplomatie économique de la France.

Ce constat repose sur des éléments tangibles. J'en citerai les principaux.

La démographie tout d'abord. Le nombre de Français enregistrés à Djeddah a doublé depuis 2007, pour avoisiner les 2 600 à l'heure actuelle. Tout porte à croire que cette augmentation se poursuivra.

Elle conforte le succès de notre école française, *qui emménagera* dans des locaux plus spacieux et plus adaptés. Les autorités françaises suivent avec attention ce projet, aussi stratégique que fédérateur : à travers lui se joue notre place dans la Djeddah de demain, et notre capacité à y accroître l'influence de la France.

De ce point de vue, l'Ecole française internationale de Djeddah est un modèle du genre. Avec des élèves venus de tous les horizons, de tous les pays, l'esprit de la francophonie y forge une certaine idée de la liberté, de l'égalité, et, bien sûr, de la fraternité. Nos 1 381 élèves pourraient tous en témoigner.

La nouvelle Alliance française de Djeddah, que j'aurai l'honneur d'inaugurer demain au centre commercial Jamjoum, illustre, elle aussi, l'essor de notre culture et l'intérêt des habitants pour notre pays. J'aimerais ici remercier les nombreux mécènes qui œuvrent à nos côtés au rayonnement de la France. Leur générosité contribue à faire de notre consulat général l'un des principaux pôles culturels et artistiques de la ville.

Le nombre de visas délivrés par notre consulat général témoigne lui aussi de la nouvelle attractivité de la France. 57 000 l'ont été en 2012. A ce propos, j'entends souligner les efforts du gouvernement pour faciliter les séjours de longue durée dans notre pays, tant professionnels que touristiques. Le taux de visas de circulation – valables de un à quatre ans – délivrés par notre consulat général à Djeddah est passé de 30 % du total au début de 2012 à 75 % à l'heure actuelle.

Le nombre de visas d'étudiant délivrés aux jeunes Saoudiens augmente lui aussi rapidement. Il témoigne de leur intérêt croissant pour l'enseignement supérieur français. A la différence de gouvernements précédents, pour qui la venue d'étudiants étrangers semblait représenter une menace, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est convaincu que ces mobilités étudiantes sont une chance pour la France. Nous les encourageons vivement, et entendons encore accentuer nos efforts en ce sens.

Vous le voyez, les passerelles dressées entre nos deux pays ne sont pas à sens unique. Une preuve supplémentaire en est le nombre de pèlerins venus de France pour les grands et petits pèlerinages. Ils étaient 49 000 en 2012 : un chiffre en constante progression. J'exposerai d'ailleurs demain au ministre saoudien du Pèlerinage les initiatives prises par les autorités françaises pour améliorer l'organisation de ces déplacements.

Ces échanges sont la marque de l'influence renouvelée de la France. Ils vont de pair avec l'excellente intégration de notre pays dans l'économie de Djeddah, et dans l'économie saoudienne en général.

Les entreprises françaises implantées ici et les sociétés locales ayant établi un courant d'affaires avec la France forment la colonne vertébrale de notre présence. Elles garantissent sa pérennité. C'est pourquoi

je souhaite louer la performance et la détermination de leurs dirigeants, dont beaucoup sont parmi nous ce soir.

Djeddah et sa région contribuent pleinement à l'essor des relations économiques et commerciales franco-saoudiennes. Au cours des cinq dernières années, nos échanges commerciaux ont doublé. Les entreprises françaises ont ouvert 70 filiales en Arabie Saoudite et emploient 20 000 personnes. Notre pays est le troisième investisseur étranger dans le royaume. Sanofi et Total, les plus importantes par la capitalisation boursière, ont toutes deux investi dans la King Abdullah Economic City, au nord de Djeddah. Elles y font figure de pionnières.

Le forum d'affaires franco-saoudien, tenu en avril dernier à Paris, a bien illustré l'accélération des relations bilatérales. Il a réuni 400 participants français et 250 Saoudiens. Le président François Hollande a accueilli lui-même la délégation saoudienne au palais de l'Elysée, six mois après sa visite à Djeddah, et quelques semaines après le séjour du ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. Comme vous le savez sans doute, le président de la République envisage de retourner en Arabie saoudite avant la fin de l'année.

La multiplication de ces contacts s'accompagne de résultats tangibles. Citons les contrats importants obtenus durant l'été par Veolia, pour une usine de dessalement de l'eau de mer ; par Alstom, pour les lignes 4, 5 et 6 du métro de Riyad ; par ODAS pour la rénovation de frégates de la marine saoudienne.

Cette dernière société et ses sous-traitants augmenteront le nombre de leurs employés français à Djeddah. Des femmes et des hommes quitteront alors la France pour travailler à ce projet. Cette situation heureuse se reproduit tous les jours, partout dans le monde, attestant de la valeur des savoir-faire français : et on voudrait nous faire croire que les talents fuient la France ? Quel contre-sens !

Les autorités françaises ne manquent pas, en retour, de favoriser la venue d'investissements saoudiens. Ceux-ci sont concentrés jusqu'à présent dans l'immobilier ou les investissements de portefeuille. Nous cherchons à attirer également des investissements directs saoudiens dans notre pays, qui est le quatrième récipiendaire d'investissements directs étrangers au monde. Ma venue, comme celle du président de la République ou celle de mes collègues du gouvernement, sont d'ailleurs l'occasion de rappeler à nos amis saoudiens que l'économie française constitue un marché compétitif et ouvert.

Avant de conclure, j'aimerais souligner une nouvelle fois combien les autorités françaises considèrent l'Arabie saoudite comme un partenaire de premier plan.

Cette réussite vous est largement attribuable, mes chers compatriotes. Grâce à vous, grâce à vos entreprises, grâce à vos actions éducatives et culturelles, elle s'accroîtra.

Vous pouvez compter sur l'appui du gouvernement. En retour, faites-nous partager vos expériences, faites-nous connaître vos besoins, de manière à consolider le lien que vous tissez quotidiennement entre nos deux pays.

A Djeddah comme partout dans le monde, la voix des Français de l'étranger n'a jamais joui d'une telle écoute. Profitez-en, par le biais de notre réseau diplomatique et consulaire, par le biais de vos représentants élus.

A cet égard, l'année 2014 offrira une séquence démocratique importante, avec les élections européennes et l'élection des conseillers consulaires, qui siégeront dans la nouvelle l'Assemblée des Français de l'Etranger.

Cette élection se tiendra en mai prochain : vérifiez que vous êtes bien inscrits sur les listes électorales, et exercez votre devoir citoyen ! Suite à la réforme que j'ai conduite, jamais les Français de l'étranger n'auront été aussi équitablement et efficacement représentés. Vous devez faire vivre ce progrès démocratique.

Mes amis, j'en ai fini. Je propose que nous échangions désormais de manière plus informelle. Vous aurez en tout cas mesuré, je l'espère, combien j'entends faire du Ministère des Français de l'étranger un levier d'action à votre service, et au service de notre diplomatie économique et d'influence. Les chantiers ne manquent pas en la matière. Les bénéfices non plus. Nous les partagerons ensemble, et avec l'Arabie Saoudite.

Je vous remercie.